



## PIECE,

*QUI prouve que les Adversaires de M<sup>e</sup>. DRUGEON en imposent à la Justice. en disant, que le Clergé n'est point dans l'usage de rembourser, & que le remboursement fait à la Demoiselle Remoulue, de la Rente qui lui étoit due par le Clergé, n'auroit pas été réel.*

Addition au  
Mémoire de  
Me. Dugeon,  
contre le sieur  
Collart & la  
Dame de St.  
Martin.

DE l'Etat arrêté par Messieurs les Agens Généraux du Clergé de France, des remboursemens à faire le premier Avril 1758, sur l'Emprunt de 15000000 livres, fait par le Clergé de France en l'année 1755, a été extrait ce qui suit :

*A Demoiselle CATHERINE REMOULUE, demeurant à Cheroy, la somme de trois cent livres de rente, au principal de 6000 livres créé à son profit, ci 6000 livres.*

L'AN mil sept cent cinquante-huit, le vingt-sixième jour du mois de Janvier, à la requête de Messire FRANÇOIS-DAVID BOLLIOD, Ecuyer,



2

Seigneur de Saint-Julien, Receveur-Général du Clergé de France, demeurant à Paris, rue Vivienne, Paroisse S. Eustache, où il a élu son domicile, & d'abondant pour vingt-quatre heures seulement, & sans attribution de Jurisdiction en la maison de M<sup>e</sup>. Claude-Jean Huerne, Receveur des Décimes du Diocèse de Sens, demeurant audit Sens, rue & Paroisse de Saint-Didier. J'ai Pierre Perrin, Huissier à Cheval au Châtelet de Paris, demeurant à Sens, rue de la Thuille, Paroisse de Saint-Romain, soussigné signifié l'extrait dont copie est ci-dessus, à Demoiselle Catherine Remoulue, fille majeure demeurant à Cheroy, en son domicile parlant à sa personne.

A ce qu'elle n'en ignore, & ait, en conséquence, à se présenter à Paris, au Bureau de la Recette Générale du Clergé de France, sis rue Vivienne, Paroisse Saint Eustache, le premier Avril prochain, pour y recevoir le remboursement du principal de la rente ci-dessus énoncée sur la quittance qui en sera passée par-devant M<sup>e</sup> Bronod, Notaire à Paris, demeurant rue Sainte-Avoye, Paroisse de Saint Nicolas des Champs, suivant la délibération prise en l'Assemblée générale du Clergé, du 5 Juillet 1745, en rapportant la grosse du Contrat de Constitution, & autres Titres & Pièces nécessaires, lui déclarant que les arrérages de la rente cesseront de courir, à compter dudit jour premier Avril prochain, suivant les délibérations du Clergé, Arrêts du Conseil, & Lettres-Patentes qui les ont confirmé & au-



torisé ; & j'ai à la Demoiselle Remolue , parlant  
comme dessus, laissé copie des présentes, non-  
sujettes au papier timbré , ni contrôle, conformé-  
ment auxdits Arrêts du Conseil, & Lettres-Patentes,  
dont acte , lesdits jour & an , Signé, PERRIN,  
avec paraphe.

Je, soussigné, principal Commis de la Correspondance  
de M. Bollioud de Saint-Julien , Receveur-Général du  
Clergé de France , certifie la sommation ci-dessus véri-  
table & conforme à l'original que M. de Saint-Julien a  
entre ses mains. A Paris ce 2 Juillet 1763. Signé,  
D'ESPARRON.

*M. D'Esparron, principal Commis de la Correspondance de M. Bollioud de Saint-Julien, Receveur-Général du Clergé de France, certifie la sommation ci-dessus véritable & conforme à l'original que M. de Saint-Julien a entre ses mains. A Paris ce 2 Juillet 1763. Signé, D'ESPARRON.*

*Supplé le 15 Juillet 1763*

*Ou de la Maison neuve*